



AVIS D'APPEL INTERNATIONAL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° **05**/AMI/PAK/2025 DU **03** **FEV** **2025** POUR
LA REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE DE LA
CONSTRUCTION DU CLUB PAK



TABLE DES MATIÈRES

I.	CONTEXTE	3
II.	OBJECTIFS	4
III.	DESCRIPTION DU SITE DU PROJET	4
IV.	CONSISTANCE DE LA MISSION	5
V.	LIEU ET DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
VI.	RESULTATS ATTENDUS	6
VII.	CONDITIONS DE PARTICIPATION	9
VIII.	DOSSIER DE CANDIDATURE	9
VIII.1	Pièces Administratives	9
VIII.2	Pièces Techniques	10
IX.	CRITERES DE QUALIFICATION	11
X.	PROCEDURE DE PRESELECTION	11
X.1	Dépôt des manifestations d'intérêt	12
X.2	Évaluation des candidatures	12
X.3	Notification et publication des résultats	12
XI.	ANNEXE 1 : MODELE CHARTE D'INTEGRITE	13
XII.	ANNEXE 2 : DECLARATION D'ENGAGEMENT AU RESPECT DES CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	17
XIII.	DROIT APPLICABLE	19
XIV.	FINANCEMENT	19
XV.	FRAIS	19



I. CONTEXTE

Le Port Autonome de Kribi (PAK) au travers de la Mutuelle de ses personnels (MUPAK) se propose de créer un projet d'un complexe multifonctionnel de loisirs et d'attractions situé à l'intérieur de son domaine portuaire au bénéfice de la communauté portuaire de Kribi et de l'ensemble de ses parties prenantes.

Ce projet s'inscrit dans la volonté pour le PAK et ses parties prenantes d'offrir des équipements adéquats répondants aux besoins des usagers de la zone de Kribi, du Cameroun et à l'International.

Au regard de la sensibilité du site pressenti et pour éviter des contestations citoyennes, l'approbation / acceptation de tous les acteurs du territoire sera un des marqueurs essentiels à la réalisation du projet, ce qui en révèle l'enjeu majeur : la communication / concertation.

L'approche de réalisation de ce projet devra s'articuler autour de mécanismes de concertation, de transmission de l'information et d'implication citoyenne dès le début. Ce système de concertation devra permettre de faire émerger l'objectif de qualité sociale et environnementale. Le complexe qui sera érigé devra avoir le moins d'impacts négatifs sur son environnement terrestre et maritime, cette action va se traduire par l'ambition d'obtenir pour le projet la certification LEED (LEADERSHIP IN ENERGY AND ENVIRONMENTAL DESIGN), qui exige un niveau de performance élevé, du point de vue du respect de l'environnement.

La réalisation du complexe multifonctionnel de loisirs et d'attractions s'est inscrite dans un processus de co-construction d'un cadre de vie viable et vertueux, entre le PAK et ses parties prenantes afin de s'assurer que le projet correspondait aux attentes des usagers.

Cette démarche de concertation devrait être bénéfique, car en plus d'atteindre l'objectif majeur de l'acceptabilité sociale du projet, elle devrait permettre de bonifier le projet par des innovations techniques et environnementales capables d'atteindre l'objectif de contribuer à l'atteinte pour la communauté portuaire de Kribi des objectifs de développement durable notamment :

- ODD n°3 : Bonne santé et bien - être
- ODD n°4 : Education de qualité
- ODD n°5 : Egalité entre les sexes
- ODD n°11 : Villes et communautés durables
- ODD n°12 : Consommation et production responsables
- ODD n°13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ODD n°14 : Vie aquatique
- ODD n°15 : Vie terrestre

La présente phase porte sur la réalisation d'une étude de faisabilité articulée en composantes correspondant aux sous-objectifs à atteindre

II. OBJECTIFS

La prestation portera sur la réalisation d'une étude de faisabilité et de structuration du projet de création du complexe multifonctionnel de loisirs et d'attractions de la communauté portuaire de Kribi. Elle se déclinera par l'identification et la définition précise du projet, l'étude de marché et des aspects marketing, l'étude technique du projet, l'étude organisationnelle, l'étude de structuration et d'évaluation du projet, l'étude environnementale et organisationnelle, le cadre logique et le business plan.

III. DESCRIPTION DU SITE DU PROJET

Le projet de création d'un complexe multifonctionnel de loisirs et d'attractions de la communauté portuaire de Kribi, s'inscrit dans la stratégie d'aménagement et de développement durable du domaine portuaire de Kribi.

Le périmètre de l'opération se déploie sur une superficie de 174 701.7923 m² soit 17,5 ha environ et sur un périmètre de 3 027 ml environ (conformément à la figure ci-après), sur lesquels seront à implanter l'ensemble des installations projetées notamment tous les aménagements fonctionnels et techniques indispensables à leur exploitation conformément au programme fonctionnel et technique du Projet.

Le site proposé pour accueillir ledit complexe se situe dans le domaine portuaire de Kribi.



Les caractéristiques du site sont les suivantes :

- Superficie = 174 701.79 m²;
- Périmètre = 3 026.91 m ;
- Périmètre de la façade maritime = 1 430 m ;
- Délimitation du site : 15 points dont les coordonnées sont consignées dans le tableau de la figure de la page suivante, délimitent le site ;
- Présence d'une ligne moyenne tension.

IV. CONSISTANCE DE LA MISSION

Dans le cadre de la présente prestation, le consultant aura pour missions :

- ✓ L'identification et la définition du Projet
 - Définition des caractéristiques préliminaires du Projet
 - Description préliminaire des composantes et activités
 - Elaboration d'un programme fonctionnel et technique du Projet
 - Estimation préliminaire du Projet
- ✓ L'étude de marché et des aspects marketing du Projet
 - Analyse du « marché »
 - Plans opérationnels
 - Stratégie et positionnement marketing
- ✓ L'étude technique du Projet
 - Analyse du cadre réglementaire et normatif
 - Exigences fonctionnelles et qualitatives du Projet
 - Etude architecturale
 - Etudes APS
 - Modalités d'exploitation
- ✓ Etude de faisabilité financière et évaluation du Projet
 - Evaluation des investissements du projet
 - Comptes de gestion
 - Etats financiers prévisionnels
 - Evaluation financière
 - Evaluation économique et sociale

✓ Etude organisationnelle du Projet

- Conditions de pérennisation du Projet
- Structure de gouvernance (organigramme ; organisation du travail ; gestion des ressources humaines)
- La mise en place d'une gouvernance associant des entreprises et des organismes publics et privés pour un fonctionnement réactif, concerté, durable et économiquement viable

✓ Etude environnementale

✓ Cadre logique.

V. LIEU ET DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu d'exécution des prestations est fixé dans la ville de Kribi, département de l'Océan, région du Sud.

Le délai d'exécution maximum des prestations est de douze (12) mois.

VI. RESULTATS ATTENDUS

La prestation se déroulera en cinq étapes suivant un chronogramme et une consistance bien définis. Les différentes étapes de l'étude de faisabilité et de structuration comprendront ainsi les missions suivantes :

Mission 1 - Etude préliminaire du projet : Le consultant sera appelé, dans une première étape, à effectuer un premier cadrage de la mission auprès de l'équipe projet ad hoc mise sur pied par le PAK.

Le consultant s'assurera qu'il dispose de toutes les informations nécessaires à la compréhension des problématiques et enjeux du projet. Il devra à l'issue de cette phase soumettre à la validation du PAK, une méthodologie adaptée, les résultats et livrables attendus, ainsi que l'organisation et le planning de la mission.

Il s'agira par ailleurs pour cette première mission d'identifier et définir le projet suivant les aspects ci-après :

- Définition des caractéristiques préliminaires ;
- Description préliminaire des composantes et activités ;
- Examen du programme fonctionnel et technique proposé et amendement préalable ;
- Estimation préliminaire du Projet.



Mission 2 - Etude de marché et des aspects marketing du projet : L'étude de marché, objet de la mission 2, sera réalisée auprès des potentielles cibles (le PAK et les occupants de la zone industrialo-portuaire entre autres) permettant notamment d'identifier les besoins (sur la base des outils reconnus tels que PESTEL, Forces de PORTER, SWOT etc.).

Cette étape vise à conduire une identification précise des activités probables du complexe multifonctionnel de loisirs et d'attractions et ceci à travers l'identification des besoins et des attentes des acteurs de la place portuaire via des enquêtes, des entretiens et des sondages.

A l'issue de l'analyse du « marché » et des concertations, une synthèse des besoins sera faite afin de revoir le programme fonctionnel et technique initial et de définir des plans opérationnels et une stratégie et un positionnement marketing.

Cette mission devra aboutir à une « *redéfinition* » du projet de manière à placer le futur complexe comme un élément structurant et fédérateur de réponse aux habitants du territoire, mais plus largement aux résidents de la zone potentielle d'attractivité, dans le souci de rechercher un positionnement « spécifique » et novateur, proposant un complexe ayant une IDENTITE UNIQUE se démarquant des autres équipements du même secteur d'activités, et permettant de mettre en place une gestion dynamique en mesure de limiter autant que possible le coût d'exploitation.

Mission 3 - Etude technique du projet : Cette partie traitera le volet technique de l'étude pour aboutir à une proposition du masterplan du complexe. Les principaux axes de cette mission seront :

- Etude technique sommaire du site constituée d'une étude topographique, d'une étude géotechnique et d'une étude d'aménagement (définition des plateformes, évaluation sommaire des terrassements et cubatures) ;
- Elaboration du masterplan qui présente la répartition spatiale et fonctionnelle des activités (zones de loisirs, zones d'attractions, zones éducatives, etc.) ;
- Elaboration des plans conceptuels de toutes les infrastructures (bâtiments, voiries, aménagements divers, etc.) ;
- Estimation des coûts de construction, d'entretien et de maintenance des infrastructures du complexe ;
- Proposition d'un phasage et d'un programme d'exécution du projet.

Mission 4 - Etude de faisabilité financière et évaluation des facteurs clés de succès du projet : Cette mission consistera dans un premier temps à définir les facteurs clés de succès du complexe. En plus du retour d'expérience du cabinet à recruter, l'étude capitalisera également sur des études de benchmark avec d'autres complexes et clubs réussis dans le pays et au-delà éventuellement. Elle s'achèvera par une identification de la vision cible et d'une proposition de valeur du complexe.

Les principales articulations de cette mission, lesquelles devront aboutir à l'élaboration d'un business plan, reposeront principalement sur une évaluation des investissements du



projet, des comptes de gestion, des états financiers prévisionnels, d'une évaluation financière et d'une évaluation économique et sociale.

De manière spécifique, le business plan comportera :

- Une analyse du cadre réglementaire et légal : analyse de l'environnement juridique et réglementaire du projet ;
- Une analyse des options s'agissant du modèle économique pour la gestion du complexe, laquelle devra permettre d'identifier en fonction des types de prestations et services offerts, la politique tarifaire et commerciale, etc. ;
- L'identification et l'analyse de l'ensemble des risques inhérents à la mise en œuvre du projet et l'élaboration d'un plan de mitigation desdits risques ;
- Une étude financière, réalisée à partir d'un modèle financier, contenant les coûts prévisionnels, le plan de financement, les prévisions de recettes, les charges prévisionnelles d'exploitation, d'entretien et de maintenance, les états financiers prévisionnels, le tableau de calcul des indicateurs de rentabilité (soldes intermédiaires de gestion, TRI, VAN, Pay-back, etc.) ;
- Le programme d'investissement associé à la mise en œuvre du projet.

Mission 5 - Etude organisationnelle et environnementale : Le consultant aura la charge d'élaborer le plan d'action de mise en œuvre du projet, lequel devra nécessairement contenir les actions administratives, financières et opérationnelles à réaliser en vue de l'implémentation du projet (démarche à suivre en vue de l'obtention des autorisations/licences prévues par la réglementation pour l'exercice des activités visées, etc.).

Ce dernier assistera également le PAK dans l'élaboration des projets de documents contractuels qui serviront dans le cadre de la mise en œuvre du projet, notamment la convention qui matérialiserait les relations entre le PAK, la mutuelle du PAK et les acteurs de la place portuaire éventuellement, pour la réalisation et la gestion du projet.

Le plan d'action devra comporter les aspects liés aux conditions de pérennisation du projet, de modèle de la structure de gouvernance (organigramme ; organisation du travail ; gestion des ressources humaines) et à la mise en place d'une gouvernance associant des entreprises et des organismes publics et privés pour un fonctionnement réactif, concerté, durable et économiquement viable.

Par ailleurs, cette mission devra présenter les aspects environnementaux et sociaux à prendre en compte pour que le futur complexe ait le moins d'impacts négatifs sur l'environnement terrestre et maritime.



VII. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouvert à toute entreprise de droit camerounais ou non, disposant d'une expérience avérée dans l'exécution de missions similaires.

Ne peuvent postuler dans le cadre du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, les entreprises :

- a) en état de liquidation judiciaire ou en faillite ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par les lois et règlements en vigueur ;
- b) soumises à une procédure de redressement judiciaire ou équivalent régie par les lois et règlements en vigueur ; qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la période d'exécution de la Convention ;
- c) qui ont été exclues de toute commande ou contrat administratif en vertu d'une décision administrative ;
- d) qui ont entrepris d'influencer indûment le processus décisionnel ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage lors de la présente procédure, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- e) qui ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- f) qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens ;
- g) frappées de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- h) qui n'ont pas souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

Aucun Candidat ne peut présenter plus d'une candidature, sous peine de disqualification.

VIII. DOSSIER DE CANDIDATURE

VIII.1 Pièces Administratives

Les pièces administratives à inclure dans le dossier de candidature sont les suivantes :

- a. Une Lettre de manifestation d'intérêt ;
- b. Une Fiche de renseignements contenant les informations principales du candidat (nom et CV des dirigeants, adresse du siège social, chiffre d'affaires réalisé sur les 3 derniers exercices, organigramme de l'entreprise...);

- c. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire ;
- d. Une Attestation de non-Faillite établie par le Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire ;
- e. Une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP pour les soumissionnaires de droit camerounais ;
- f. Une attestation de conformité fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours dans son pays de résidence ;
- g. Une carte de contribuable établie dans un centre d'immatriculation du pays de résidence, et attribuant un numéro d'identifiant à l'entreprise soumissionnaire ;
- h. Une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres ou une lettre d'intention de constituer un groupement dans l'hypothèse où sa proposition serait retenue, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.

Si le consultant est constitué en groupement, les pièces a et h seront fournies uniquement par le mandataire du groupement

VIII.2 Pièces Techniques

Le candidat devra fournir les éléments justifiant ses aptitudes professionnelles (copies claires et lisibles des contrats déjà réalisés **(la première et la dernière page du contrat et le PV de réception)** et toutes références concernant l'exécution de prestations similaires, expérience dans des conditions semblables, documents justifiant la capacité du personnel-clé envisagé à effectuer la mission etc.).

PROFIL DES EXPERTS :

Le personnel – clé du prestataire chargé de la réalisation de la mission sera composé ainsi qu'il suit :

1. **Un (01) Chef de Mission** (minimum Bac+5 en Ingénierie, Management des projets ou tout autre domaine similaire), possédant au moins vingt (20) ans d'expérience professionnelle en développement et structuration des projets en mode PPP ;
2. **Un (01) Expert Technique n°1** (minimum Bac+4/5 en Génie urbain, aménageur, paysagiste ou tout autre domaine similaire), possédant au moins quinze (10) ans d'expérience professionnelle dans l'aménagement des espaces urbains, de vie et de loisirs ;

3. **Un (01) Expert Technique n°2** (minimum Bac+4/5 en Génie civil ou tout autre domaine similaire), possédant au moins quinze (10) ans d'expérience professionnelle dans la conception et la réalisation des projets de bâtiments, des ouvrages de génie civil et travaux publics ;
4. **Un (01) Expert Technique n°3** (minimum Bac+5 en Architecture ou tout autre domaine similaire), possédant au moins quinze (10) ans d'expérience professionnelle dans la conception architecturale et le design des projets de bâtiments et édifices ;
5. **Un (01) Expert Financier** (minimum Bac+4/5 en Finance ou tout autre domaine similaire), possédant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans l'analyse économique et financière des projets et l'élaboration de business plans, ainsi que dans la structuration de projets en mode PPP ;
6. **Un (01) Expert Juriste d'Affaires** (minimum Bac+4/5 en Droit des Affaires ou tout autre domaine similaire), possédant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans la structuration juridique et institutionnelle de projets, notamment en mode PPP.

Le Consultant pourra proposer dans son offre tout autre personnel d'appui ou complémentaire qu'il juge pertinent.

Le prestataire fournira les Curriculum Vitae détaillés de chacun de ses experts. Le prestataire pourra proposer une équipe d'experts autres que ceux mentionnés ci-dessus, permettant l'atteinte des objectifs de la mission, qu'il justifiera

IX. CRITERES DE QUALIFICATION

Les critères de qualification de la présente consultation sont :

- a) Présenter toutes les pièces administratives requises au point VIII, lesdites pièces devant être à jour à la date de dépouillement des plis ;
- b) Justifier de la présence dans son équipe de tout le personnel clé requis au point VI. Pour chaque personnel, le soumissionnaire présentera un cv daté et signé précisant son numéro de téléphone et son adresse électronique, une copie certifiée du diplôme requis, la copie certifiée de la Carte Nationale d'Identité ou du Passeport, l'Attestation de disponibilité ainsi que l'inscription à l'ordre concerné, le cas échéant
- c) Justifier d'une bonne expérience dans le domaine des prestations ;
- d) Souscrire aux chartes annexées au présent avis d'appel à manifestation d'intérêt (charte d'intégrité, charte d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales).

X. PROCEDURE DE PRESELECTION

La procédure de présélection se déroulera ainsi qu'il suit :



X.1 Dépôt des manifestations d'intérêt

Les manifestations d'intérêt doivent être transmises par voie électronique à l'adresse : CELLULEDELA PROGRAMMATIONETLAPASSATIONDESMARCHES@pak.cm ou déposées en version physique sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies à la Division des Marchés du Port Autonome de Kribi (PAK), au rez de chaussée de l'Immeuble R+2, sis à côté de la MEAO, siège du PAK à Kribi, Tél. : (+237) 222 46 21 00 Fax : (+237) 222 46 21 04, B.P. : 203 Kribi, au plus tard le 12 0 FEV 2025, à 13 heures et porter la mention ci-après :

**« AVIS D'APPEL INTERNATIONAL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 10.05 /AMI/PAK/2025 DU 03 FEV 2025 POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE DE
FAISABILITE DE LA CONSTRUCTION DU CLUB PAK ».**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les enveloppes intérieures doivent indiquer le nom et l'adresse du Candidat afin de permettre, si nécessaire, de lui retourner son dossier de candidature.

X.2 Évaluation des candidatures

Un Comité mis en place par décision du Directeur Général du PAK procédera à une analyse de chaque dossier de candidature, de façon à évaluer et classer les candidats sur la base des critères de qualification mentionnés au point IX.

En cas d'absence d'une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres ou d'une lettre d'intention de constituer un groupement, les autres membres seront considérés comme sous-traitants.

Les références et qualifications des sous-traitants ne seront pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

X.3 Notification et publication des résultats

A l'issue de l'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt, la liste des entreprises préqualifiées (au plus **05 candidats**) sera publiée dans les mêmes conditions que l'avis d'appel à manifestation d'intérêt. Les candidats retenus seront invités à participer à l'étape suivante de l'appel d'offres restreint par lettre recommandée avec accusé de réception du Directeur Général du Port Autonome de Kribi.

Les conditions de participation à l'étape suivante seront précisées dans le dossier d'Appel d'Offres Restreint qui sera remis aux candidats concernés.



XI. ANNEXE 1 : MODELE CHARTE D'INTEGRITE

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES :

« LE PRESTATAIRE »

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
 - 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.6) avoir produit de fausses informations ou fourni de faux documents exigés dans le cadre de la présente consultation.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation ou de contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même

représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos obligations vis à vis du Maître d'Ouvrage ;

2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;

ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés

Selon les règles de la comptabilité privée, que nous ne sommes pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué concerné, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.

5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

- 5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
- 5.5) Nous n'avons pas promis offert ou accordé et nous ne promettons pas au Maître d'Ouvrage, à ses collaborateurs, aux Présidents aux Acteurs en charge du contrôle de l'exécution du marché qui résulterait de la consultation, un avantage indu de toute nature susceptible d'influencer leur objectivité.
- 5.6) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons pas au Maître d'ouvrage, à ses collaborateurs, aux Présidents et membres de la Commission Ad Hoc et de sous-commission d'analyse, un avantage indu de toute nature susceptible d'influencer le processus de passation du Marché.
- 5.7) Nous nous abstenons et nous promettons de s'abstenir de toute action ou pratique collusoire et anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ou à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage et la Commission Ad Hoc à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification par l'ARMP ou par tout autre corps de contrôle de l'Etat.



7. Faute pour Nous, de nous conformer aux règles régissant la présente charte, nous reconnaissons que nous nous exposons aux sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Nom _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____

jour de _____





XII. ANNEXE 2 : DECLARATION D'ENGAGEMENT AU RESPECT DES CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES :

« LE PRESTATAIRE »

A

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes sociales applicables au Cameroun y compris les conventions internationales ratifiées, notamment(i)le respect du salaire minimum prévu par le code du travail et diverses conventions collectives(ii)l'interdiction d'employer les enfants âgés de moins de 14 ans(iii)du respect de la nature des travaux respectivement interdits aux femmes et aux femmes enceintes(iv) le repos hebdomadaire obligatoire(v) le droit de jouissance des congés (vi) le respect des conditions du travail de nuit(vii)les conditions d'hygiène et de sécurité sur le lieu du travail(viii)le port obligatoire des équipements de protections individuelles.**
- 2) En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux, dans la notice d'impact environnemental fournie le cas échéant par le Maître d'Ouvrage. En tout état de cause, nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants chaque fois que cela est possible, les directives recommandant l'utilisation des appareils ayant un faible impact sur l'environnement.**
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage, la Commission Ad Hoc à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification par l'ARMP ou par tout autre corps de contrôle de l'Etat.**





- 4) Faute pour nous, un des membres de notre groupement et de nos sous-traitants, de nous conformer aux règles régissant la présente charte, nous reconnaissons que nous exposons aux sanctions prévues par les lois et règlement en vigueur.

Nom : _____

Signature : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____ jour de



XIII. DROIT APPLICABLE

La présente procédure est soumise aux lois et règlements en vigueur au Cameroun.

XIV. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt sont financées par le budget du Port Autonome de Kribi exercices 2025 et 2026.

XV. FRAIS

Chaque candidat prend à sa charge tous les frais liés à la préparation et au dépôt de son dossier de candidature.

Kribi, le

03 FEV 2025

**LE DIRECTEUR GENERAL DU PORT AUTONOME DE KRIBI,
MAITRE D'OUVRAGE**

Ampliations :

- PCA/PAK
- DG/ARMP
- PCIPM
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Patrice Melom





INTERNATIONAL CALL FOR EXPRESSION OF
INTEREST

No. 005 /AMI/PAK/2025 OF 103 FEB 2025 TO
CARRY OUT A FEASIBILITY STUDY TO BUILD A PAK
CLUBHOUSE

TABLE OF CONTENTS

I.	BACKGROUND	3
ii.	OBJECTIVES	4
III.	DESCRIPTION OF THE PROJECT SITE.....	4
IV.	NATURE OF THE MISSION.....	5
V.	EXECUTION TIME AND PLACE OF SERVICES	6
VI.	EXPECTED RESULTS	6
VII.	CONDITIONS OF PARTICIPATION	8
VIII.	BIDDING FILE.....	9
	VIII.1 Administrative file	9
	VIII.2 Technical file	10
IX.	QUALIFICATION CRITERIA.....	11
X.	SHORT-LISTING PROCEDURE.....	11
	X.1 Submission of bids	11
	X.2 Evaluation of bids	12
	X.3 Notification and publication of results	12
XI.	APPENDIX 1: INTEGRITY CHARTER TEMPLATE	13
XII.	APPENDIX 2: DECLARATION OF COMMITMENT TO COMPLY WITH SOCIAL AND ENVIRONMENTAL CLAUSES	17
XIII.	APPLICABLE LAW	19
XIV.	FUNDING	19
XV.	FEES	19



I. BACKGROUND

The Port Authority of Kribi (PAK), through the PAK Mutual Worker's Association (MUPAK), intends to create a multifunctional leisure and attractions complex within its port domain for the use of the Kribi port community and all its stakeholders.

This project is in line with the desire of PAK and its stakeholders to provide adequate facilities to meet the needs of users in the Kribi area, Cameroon and internationally.

Given the sensitivity of the proposed site, and in order to avoid public protests, the approval/acceptance of all stakeholders in the area will be a key factor in the completion of the project, which highlights the major challenge: communication/consultation.

The approach to carrying out this project has to be based on consultation mechanisms, the transmission of information and public involvement from the outset. This consultation system should enable the objective of social and environmental quality to emerge. The complex to be built must have the least negative impact on its terrestrial and maritime environment, and this will be reflected in the ambition to obtain LEED (LEADERSHIP IN ENERGY AND ENVIRONMENTAL DESIGN) certification for the project, which requires a high level of performance in terms of respect for the environment.

The construction of the multifunctional leisure and attractions complex was part of a process of co-construction of a viable and virtuous living environment, between PAK and its stakeholders to ensure that the project met users' expectations.

This consultation process should be beneficial, because in addition to achieving the major objective of the project's social acceptability, it should help to improve the project through technical and environmental innovations capable of achieving the objective of contributing to the Kribi port community's sustainable development objectives, in particular:

- SDG No.3: Good health and well-being
- SDG No.4: Quality education
- SDG No.5: Gender equality
- SDG No.11: Sustainable cities and communities
- SDG No.12: Responsible consumption and production
- SDG No.13: Climate action
- SDG No.14: Life below water
- SDG No.15: Life on land

This phase involves carrying out a feasibility study broken down into components corresponding to the sub-objectives to be achieved.



II. OBJECTIVES

The service will involve carrying out a feasibility and structuring study for the project to create a multifunctional leisure and attractions complex for the Kribi port community. It will include identifying and precisely defining the project, carrying out a market and marketing study, a technical study of the project, an organisational study, a study of the structuring and evaluation of the project, an environmental and organisational study, a logical framework and a business plan.

III. DESCRIPTION OF THE PROJECT SITE

The multifunctional leisure and attractions complex project for the Kribi port community is part of the sustainable development and planning strategy for the Kribi port area.

The area covered by the project is 174,701,7923 m², i.e. approximately 17.5 ha, and around 3,027 ml (as shown in the diagram below), on which all the planned facilities are to be built, in particular all the functional and technical facilities required for their operation in accordance with the Project's functional and technical programme.

The proposed site for the multifunctional leisure and attractions complex of the Kribi port community is located in the Kribi port area.



The site features are as follows:

- Surface area = 174,701.79 m²;
- Perimeter = 3,026.91 m;
- Seafront perimeter = 1,430 m;



- Site boundary: 15 points, the coordinates of which are given in the table in the figure on the following page, delimit the site;
- Presence of a medium-voltage line.

IV. NATURE OF THE MISSION

As part of this Call for Expression of Interest, the consultant's tasks will be the following:

- ✓ Project identification and definition
 - Defining the preliminary characteristics of the project
 - Providing a preliminary description of components and activities
 - Drawing up a functional and technical programme for the Project
 - Providing a preliminary estimate of the Project
- ✓ Market research and marketing aspects of the project
 - Conducting market analysis
 - Carrying out operational plans
 - Defining marketing strategy and positioning
- ✓ Project technical study
 - Analysing the regulatory and standards framework
 - Defining functional and qualitative project requirements
 - Carrying out architectural study
 - Carrying out preliminary studies
 - Defining Operating terms and conditions
- ✓ Project evaluation and financial feasibility study
 - Assessing project investments
 - Management accounts
 - Provisional financial statements
 - Financial evaluation
 - Economic and social evaluation
- ✓ Project organisational study
 - Defining project sustainability conditions
 - Defining governance structure (organisation chart; work organisation; human resources management)





- Setting up a system of governance that brings together companies and public and private bodies to ensure a responsive, concerted, sustainable and economically viable operation
- ✓ Carrying out an environmental study
- ✓ Defining a logical framework.

V. EXECUTION TIME AND PLACE OF SERVICES

The place of performance of the services is located in Kribi, Ocean Division, South Region.

The maximum execution period for the services is twelve (12) months

VI. EXPECTED RESULTS

The service shall be provided in five stages, according to a clearly defined timetable and consistency. The various stages of the feasibility and structuring study shall include the following tasks:

Mission 1 – Project preliminary study: Initially, the consultant will be asked to carry out an initial scoping exercise with the ad hoc project team set up by PAK.

The consultant will ensure that he has all the information required to understand the project's issues and challenges. At the end of this phase, the consultant must submit a suitable methodology, the expected results and deliverables, and the organisation and schedule of the assignment to PAK for approval.

This initial assignment will also involve identifying and defining the project in terms of the following aspects:

- Definition of preliminary characteristics;
- Preliminary description of components and activities;
- Examination of the proposed functional and technical programme and prior amendment;
- Preliminary project estimate.

Mission 2 – Market research and marketing aspects of the project: The market study, the subject of mission 2, will be carried out among potential targets (PAK and the occupants of the industrial port zone, among others) to identify needs (on the basis of recognised tools such as PESTEL, PORTER's Forces, SWOT, etc.).

The aim of this stage is to accurately identify the likely activities of the multifunctional leisure and attractions complex by identifying the needs and expectations of stakeholders in the port area through surveys, interviews and opinion polls.

At the end of the market analysis and consultations, a summary of requirements will be drawn up in order to revise the initial functional and technical programme and define operational plans and a marketing strategy and positioning.

This assignment should result in 'redefining' the project in such a way as to position the future complex as a structuring and unifying element responding to the needs of the area's inhabitants, but more broadly to the residents of the potential catchment area, with a view to seeking a 'specific' and innovative positioning, proposing a complex with a UNIQUE IDENTITY setting it apart from other facilities in the same sector of activity, and providing for dynamic management capable of keeping operating costs as low as possible.

Mission 3 – Project technical study: This part will address the technical aspects of the study, leading to a masterplan proposal for the complex. The main thrusts of this assignment will be:

- Summary technical study of the site consisting of a topographical study, a geotechnical study and a development study (definition of platforms, summary assessment of earthworks and cubic content);
- Drawing up a master plan setting out the spatial and functional distribution of activities (leisure areas, attraction areas, educational areas, etc.);
- Drawing up conceptual plans for all infrastructure (buildings, roads, various facilities, etc.);
- Estimated construction, upkeep and maintenance costs for the complex's infrastructure;
- Proposed project phasing and execution programme.

Mission 4 – Financial feasibility study and assessment of the project's key success factors: The first stage of the assignment will be to define the complex's key success factors. In addition to feedback from the firm to be recruited, the study will also capitalise on benchmark studies with other successful complexes and clubhouses in the country and possibly beyond. It will conclude with the identification of a target vision and a value proposition for the complex.

The main elements of this assignment, which should lead to the drafting of a business plan, will be based mainly on assessing the project's investments, management accounts, projected financial statements, a financial evaluation and an economic and social evaluation.

Specifically, the business plan will include:

- An analysis of the legal and regulatory framework: analysis of the project's legal and regulatory environment;



- An analysis of the options for the business model for managing the complex, which should help to identify the pricing and commercial policy for the types of services offered, etc.;
- Identifying and analysing all the risks inherent in implementing the project and drawing up a risk mitigation plan;
- A financial study, based on a financial model, containing projected costs, the financing plan, revenue forecasts, projected operating, maintenance and upkeep costs, projected financial statements, a table for calculating profitability indicators (intermediate management balances, IRR, NPV, Pay-back, etc.);
- The investment programme associated with the implementation of the project.

Mission 5 – Organisational and environmental study: The consultant will be in charge of drawing up the action plan for implementing the project, which will necessarily include the administrative, financial and operational actions to be carried out with a view to implementing the project (steps to be taken to obtain the authorisations/licences required by the regulations to carry out the activities in question, etc.).

The latter will also assist PAK in drafting the contractual documents that will be used to implement the project, in particular the agreement that will formalise the relationship between PAK, the PAK Workers' Association and any port stakeholders, for the implementation and management of the project.

The action plan should include aspects relating to the project's long-term viability, the governance structure model (organisation chart; work organisation; human resources management) and the establishment of a form of governance involving public and private companies and bodies to ensure that it operates in a responsive, concerted, sustainable and economically viable manner.

In addition, this mission will have to present the environmental and social aspects to be taken into account to ensure that the future complex has the least negative impact on the land and maritime environment.

VII. CONDITIONS OF PARTICIPATION

This Call for Expression of Interest is open to companies incorporated under Cameroonian law or not with proven experience in providing similar services

Companies in the following situation cannot bid in this Call for Expression of Interest:

- a) in a state of compulsory liquidation or bankruptcy or subject to equivalent proceedings governed by the laws and regulations in force;
- b) subject to receivership or equivalent proceedings governed by the laws and regulations in force; which do not justify having been authorised to continue their activities during the period of performance of the Agreement;

- c) have been excluded from any public or administrative contract by virtue of an administrative decision;
- d) have sought to influence the decision-making process unduly or to obtain confidential information which could give them an advantage in this procedure, or have provided misleading information which could have a decisive influence on the exclusion, selection or award decisions;
- e) have entered into an agreement with other economic operators with a view to causing a distortion of competition;
- f) who, by their bidding, create a situation of conflict of interest, where this cannot be remedied by other means;
- g) subject to one of the prohibitions or time limits provided for by the laws and regulations in force;
- h) who have not made the declarations required by the laws and regulations in force.

No Candidate may submit more than one bid, failing which he or she will be disqualified.

VIII. BIDDING FILE

VIII.1 Administrative file

The following administrative documents must be included in the bidding file:

- a. A letter of expression of interest;
- b. An information form with major details on the bidder (name and CV of company managers, head office location, turnover for the last 3 FYs, company's organizational chart...);
- c. A certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance of the place of residence of the bidder;
- d. A certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance of the place of residence of the bidder;
- e. A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the General Manager of ARMP for Cameroonian bidders;
- f. A tax compliance certificate attesting that the bidder has filed all tax returns for the current financial year in his country of residence;
- g. A taxpayer's card issued by a registration centre in the country of residence, assigning an identification number to the bidding company;



- h. A copy of the consortium agreement concluded by all its members or a letter of intent to form a consortium if its proposal is selected, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed consortium agreement.

If the consultant is a consortium or group of companies, documents a and h will be provided only by the representative of the consortium.

VIII.2 Technical file

The bidder must provide elements attesting to his/her professional skills (clear and readable copies of former contracts (the first and last page of the contract and the minutes of the reception of services) and all references on providing similar services, experience in similar conditions, documents attesting to the capacity of the key staff assigned to the mission, etc.).

EXPERTS' PROFILE:

The key staff assigned to the mission shall consist of the following:

1. One (1) Head of Mission (at least 5 years' higher education (Bac+5) in engineering, project management or a similar field, with at least 20 years' professional experience in developing and structuring PPP projects;
2. One (1) Technical Expert No.1 (at least 4/5 years' higher education (Bac+4/5) in urban engineering, planning, landscaping or any other similar field), with at least fifteen (10) years' professional experience in the planning of urban, living and leisure spaces;
3. One (1) Technical Expert No.2 (minimum 4/5 years' higher education (Bac+4/5) in civil engineering or a similar field), with at least fifteen (10) years' professional experience in the design and implementation of building projects, civil engineering works and public works;
4. One (1) Technical Expert No.3 (at least 5 years' higher education (Bac+5) in Architecture or a similar field), with at least fifteen (10) years' professional experience in the architectural conception and design of buildings and structures.;
5. One (1) Financial Expert (at least 4/5 years' higher education (Bac+4/5) in Finance or a similar field), with at least ten (10) years' professional experience in the economic and financial analysis of projects and the preparation of business plans, as well as in the structuring of projects in PPP mode;
6. One (1) Business Law Expert (at least 4/5 years' higher education (Bac+4/5) in business law or a similar field), with at least ten (10) years' professional experience in the legal and institutional structuring of projects, particularly in PPP mode.





The Consultant may propose in its bid any other supporting or complementary staff deemed relevant.

The Consultant shall provide detailed Curricula Vitae for each of its experts. He may equally propose a team of experts other than those mentioned above, to help him achieve the objectives of the assignment.

IX. QUALIFICATION CRITERIA

Qualification criteria for this Call of Expression of Interest are the following:

- a) Submit all the administrative documents required under point VI, which must be up to date on the date on which the bids are opened;
- b) Provide evidence of the presence in its team of all the key staff required in point VI. For each member of staff, the bidder shall submit a dated and signed CV specifying his telephone number and e-mail address, a certified copy of the required diploma, a certified copy of the National Identity Card or Passport, the Attestation of Availability and registration with the relevant professional association, where applicable;
- c) Provide proof of good experience in the field of services;
- d) Subscribe to the charters appended to this Call for Expression of Interest (integrity charter, charter of commitment to compliance with environmental and social clauses).

X. SHORT-LISTING PROCEDURE

The short-listing procedure shall take place as follows:

X.1 Submission of bids

Bids should be sent by email to: CELLULEDELAPROGRAMMATIONETLAPASSATIONDESMARCHES@pak.cm or submitted in hard copies in seven (7) copies among which one (1) original and six (6) copies to the Public Contracts Division of the Port Authority of Kribi (PAK), ground floor of the PAK 2-storey building next to MEAO Building, PAK Head Office in Kribi, tel.: (237) 222 46 21 00, fax: (237) 222 46 21 04, P.O.Box: 203 Kribi, no later than on 12 02 FEB 2025, at 1 p.m. and should bear the following mention:

005-3 *INTERNATIONAL CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST*
 No. AMI/PAK/2025 OF 03 FEB 2025 *TO CARRY OUT A FEASIBILITY STUDY TO*
BUIDL A PAK CLUBHOUSE".





"To be opened only during the bid-opening session."

Inner envelopes must specify the name and address of the Bidder for a return of the bidding file, if necessary.

X.2 Evaluation of bids

A Committee set up by a decision of the General Manager shall analyse each bid to evaluate and rank bidders based on the qualification criteria mentioned in point VII above.

In case there is no consortium agreement signed between all the members of such consortium or a letter of intent to set up a consortium, the other members shall be considered as sub-contractors.

The sub-contractors' references and qualifications will not be considered during the bid evaluation.

X.3 Notification and publication of results

At the end of the evaluation of the bids, the list short-listed companies (5 companies maximum) will be published in the same conditions as those of the Call for Expression of Interest. Successful bidders will be invited to take part in the next stage of the restricted call for tenders through a registered letter with acknowledgement of receipt from the General Manager of the Port Authority of Kribi.

Conditions to take part in the next stage shall be specified in the Restricted Call for Tenders to be provided to the bidders concerned.





XI. APPENDIX 1: INTEGRITY CHARTER TEMPLATE

NAME OF THE CALL FOR TENDERS:

**"THE SERVICE PROVIDER"
TO**

"THE PROJECT OWNER"

- 1. We acknowledge and attest that neither us nor any member of our consortium and our sub-contractors are in any of the following situations:**
 - 1.1) be bankrupt or being wound up, have their affairs administered by the courts, have ceased trading, or be in any analogous situation arising from proceedings of a similar nature;**
 - 1.5) appear on the lists of financial sanctions adopted by the United Nations and any other Technical and Financial Partner, in connection with the award or execution of a contract;**
 - 1.6) have produced false information or supplied forged documents required in the context of this call for tenders.**
- 2. We acknowledge and attest that neither us nor any member of our consortium and our sub-contractors are in any of the following situations of conflict of interest:**
 - 2.1) a shareholder controlling the Project Owner or a subsidiary controlled by the project owner, unless the resulting dispute has been brought to the attention of the Public Procurement Authority and resolved to its satisfaction;**
 - 2.2) have a business or family relationship with a member of the Project Owner's staff involved in the process of awarding or controlling the resulting contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of the Public Procurement Authority and resolved to its satisfaction;**
 - 2.3) control or be controlled by another bidder, be placed under the control of the same company as another bidder, receive subsidies directly or indirectly from another bidder or award subsidies directly or indirectly to another bidder, have the same legal representative as another bidder,**

directly or indirectly maintain contacts with another bidder enabling us to have and give access to information contained in our respective bids, to influence them, or to influence the Project Owner's decisions;

- 2.4) be contracted for a consultancy assignment which, by its nature, is likely to prove incompatible with our obligations to the Project Owner;
- 2.5) in the case of a procedure for the award of a works or supply contract:
- i) to have prepared ourselves, or to have been associated with a consultant who prepared specifications, plans, calculations and other documents used as part of the competitive bidding process in question;
 - ii) we or any of the firms with which we are affiliated are, or are to be, contracted by the Project Owner to supervise or control the works under the Contract.

3. If we are a public establishment or a public company, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed in the following ways.

In accordance with the rules of private accounting, we are not under the supervision of the Project Owner or Deputy Project Owner concerned, unless expressly authorised to do so by the Public Procurement Authority.

4. We undertake to inform the Project Owner without delay, who will inform the Public Procurement Authority, of any change in our situation with regard to points 1 to 3 above.

5. In connection with the award and performance of the Contract:

- 5.1) We have not committed and will not commit any unfair manoeuvre (act or omission) intended to deliberately deceive another person, intentionally conceal information, surprise or vitiate his consent or cause him to circumvent legal or regulatory obligations and/or violate his internal rules in order to obtain an illegitimate benefit.
- 5.2) We have not committed and we will not commit any unfair manoeuvre (action or omission) contrary to our legal or regulatory obligations and/or violate its internal rules in order to obtain an illegitimate benefit.
- 5.3) We have not promised, offered or granted, and we will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to (i) any person holding a legislative, executive, administrative or judicial office within the State, whether appointed or elected, on a permanent basis or not, whether remunerated or not and whatever their hierarchical level, (ii) any other person who performs a public function, including for a public body or a public corporation, or who provides a public service, or (iii) any other person defined as a public official in the State, an undue advantage of any kind, for



himself or for another person or entity, as a inducement to perform or refrain from performing any act in the exercise of his official functions.

- 5.4) We have not promised, offered or given, and we will not promise, offer or give, directly or indirectly, to any person who directs or works for a private sector entity, in any capacity whatsoever, any undue advantage of any kind, for themselves or for any other person or entity, in order that they should perform or refrain from performing any act in breach of their legal, contractual or professional obligations.
- 5.5) We have not promised or granted, and we will not promise, to the Project Owner, its collaborators, the Chairmen or the Actors in charge of controlling the performance of the contract resulting from the consultation, any undue advantage of any kind likely to influence their objectivity.
- 5.6) We have not promised, offered or granted, and we will not promise, to the Project Owner, its employees, the Chairmen and members of the Ad Hoc Committee and the analysis sub-committee, any undue advantage of any kind likely to influence the contract award process.
- 5.7) We refrain from and promise to refrain from any collusive and anti-competitive action or practice the object or effect of which is to prevent, restrict or distort competition, in particular by tending artificially to maintain bid prices at levels that do not correspond to those that would result from competition or to limit access to the Market or the free exercise of competition by other undertakings.
6. We, the members of our consortium and our sub-contractors authorise the Project Owner and the Ad Hoc Committee to examine the documents and accounting records relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification by the ARMP or any other government inspection body.
7. Should we fail to comply with the rules governing this charter, we acknowledge that we may be subject to the penalties provided for by the laws and regulations in force.

Name _____

Signature _____

Duly authorised to sign the bid for and on behalf of: _____



On _____

month and year _____





XII. XI. APPENDIX 2: DECLARATION OF COMMITMENT TO COMPLY WITH SOCIAL AND ENVIRONMENTAL CLAUSES

NAME OF THE CALL FOR TENDERS:

**"THE SERVICE PROVIDER"
TO
"THE PROJECT OWNER"**

Within the framework of the award and performance of the Contract:

- 1) We undertake to respect, and to ensure that the members of our consortium and all our sub-contractors comply with, the social standards applicable in Cameroon, including ratified international conventions, in particular (i) compliance with the minimum wage provided for in the Labour Code and various collective agreements, (ii) the prohibition on employing children under the age of 14, (iii) compliance with the nature of the work respectively prohibited for women and pregnant women, (iv) compulsory weekly rest, (v) the right to enjoy holidays, (vi) compliance with night work conditions, (vii) health and safety conditions in the workplace, (viii) compulsory wearing of personal protective equipment.**
- 2) En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux, dans la notice d'impact environnemental fournie le cas échéant par le Maître d'Ouvrage. En tout état de cause, nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants chaque fois que cela est possible, les directives recommandant l'utilisation des appareils ayant un faible impact sur l'environnement.**
- 3) We, the members of our consortium and our sub-contractors authorise the Project Owner and the Ad Hoc Committee to examine the documents and accounting records relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification by the ARMP or any other government inspection body.**
- 4) Should we, any of the members of our consortium or any of our subcontractors fail to comply with the rules governing this charter, we**



acknowledge that we are liable to the penalties provided for by the laws and regulations in force.

Name: _____

Signature: _____

Duly authorised to sign the bid for and on behalf of: _____

On _____ month and year





XIII. APPLICABLE LAW

This procedure shall be subject to the laws and regulations in force in Cameroon.

XIV. FUNDING

Services covered by this Call for Expression of Interest shall be funded by the budget of the Port Authority of Kribi, 2025 and 2026 FYs.

XV. FEES

Each bidder shall incur all the expenses pertaining to preparing and submitting his/her bid.

Kribi,

THE GENERAL MANAGER OF THE PORT AUTHORITY OF KRIBI,
PROJECT OWNER

Copy to:

- PCA/PAK
- DG/ARMP
- PCIPM
- CHRONO
- RECORDS
- BILLBOARD



Patrice Melom

